



***The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library***

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search  
<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

# Est-il important que l'Economie et la Gestion soient qualifiées de sciences ?

M. Pierre-Yves Gomez

---

## Citer ce document / Cite this document :

Gomez Pierre-Yves. Est-il important que l'Economie et la Gestion soient qualifiées de sciences ?. In: Économie rurale. N°283-284, 2004. pp. 92-97;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.2004.5510>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_2004\\_num\\_283\\_1\\_5510](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_2004_num_283_1_5510)

---

Fichier pdf généré le 09/05/2018

# Est-il important que l'Economie et la Gestion soient qualifiées de sciences ?

Pierre-Yves GOMEZ • Professeur de management stratégique EM LYON

Michel Marchesnay, avec sa générosité bien connue, invite au débat. Je ne sais pas si je peux participer à celui-ci en tant qu'économiste, qui est ma formation initiale, ou en tant que chercheur en gestion, à laquelle se réfèrent mes travaux. Disons que j'y participe en tant que chercheur dont l'objet d'étude est l'entreprise.

Le professeur Marchesnay pose la question « *L'économie et la gestion sont-elles des sciences ?* » Sans oser prétendre répondre à cette interrogation, je donnerai mon opinion en abordant à mon tour trois questions qui me semblent corollaires à la précédente : « De quelle science parlons-nous ? », « Que signifie l'affirmation : l'économie ou la gestion sont des sciences ? » et enfin, « Pourquoi l'économie et la gestion devraient-elles être des sciences ? ».

## De quelle science parlons-nous ?

L'objet de la discussion que propose Michel Marchesnay n'est finalement pas si clair, dès lors que l'on cherche à préciser ce que l'on appelle économie, ce que l'on appelle gestion et ce que l'on appelle science. Vaste débat épistémologique, bien sûr, mais ce n'est pas de celui-ci dont il s'agit ici. De manière plus pragmatique, il importe de préciser l'identité de ces frères ennemis qu'oppose Marchesnay.

Premier constat maintes fois observé, l'économie dont il est question fait référence à l'économie néo-classique la plus élémentaire, souvent qualifiée de standard. En bons chercheurs en gestion, et comme nous l'y invite Michel Marchesnay lui-même, contentons-nous de « l'observation des pratiques ». Nous sommes conduits à constater que cette branche de l'économie ne concerne pas grand monde et intéresse à

peine plus de chercheurs qu'elle en mobilise (et sans doute moins). L'observation d'une université, fut-elle américaine, nous apprend que l'immense majorité des chercheurs intéressés par l'entreprise ne sont pas des néo-classiques, que même dans les facultés d'économie, les macro-économistes côtoient les théoriciens de la firme, subdivisés en néo-institutionnalistes, institutionnalistes, évolutionnistes, etc., que d'autres travaillent sur l'économie du développement, de la technologie, ou l'économie rurale. Que tout ce monde se réfère à une notion large et vague « d'économie » ne doit pas masquer la nue réalité : les sciences économiques, c'est désormais Babel. Chaque sous-discipline et chaque école dans chaque sous-discipline a sa revue, ses colloques, ses réseaux et se moque, au sens propre et figuré du terme, assez généralement du travail du voisin économiste (je n'ose pas parler évidemment du voisin gestionnaire). Si un cri d'alarme devait être poussé, ce serait plutôt pour dénoncer le naufrage de tout espoir de constituer un corpus théorique unifié en sciences économiques. Mais nous nous dispenserons de cet effort pour des raisons qui seront précisées dans la suite de ce texte. Finalement, le point commun qui peut faire illusion, est le mot « économie ». Mais un simple coup d'œil sur le *Journal of Political Economics*, *Econometrica* et le *Journal of Evolutionist Theory* montre à l'évidence que les contributeurs ont peu de chose à se dire. Comparons de la même façon les travaux des prix Nobel Sen et Lucas, Kydland ou Heckman. Le sentiment d'une économie unifiée est un effet de l'extériorité à la discipline et, sans doute, du marketing politique dont celle-ci bénéficie. Nous y reviendrons.

Le deuxième constat, c'est que les

sciences de gestion ne sont pas mieux loties. Mais la chose est connue et il n'est pas nécessaire de s'y appesantir. Mieux, elle est revendiquée, sauf peut-être lorsque l'on s'obstine à parler du « management », comme s'il y avait une unité de lieu et de temps sur le sujet.

Le troisième constat est : de quelle science parlons-nous donc ? Le débat épistémologique a épuisé le sujet (et souvent les débateurs avec lui) sur la définition de ce qu'est une science. Se réfère-t-on à la physique ? à l'histoire ? à la paléontologie ? à la médecine ? Objets, capacité à théoriser et protocoles empiriques varient selon les disciplines. On n'étudie pas la tectonique des plaques comme la reproduction des lépidoptères. Aussi il est un peu sommaire de discuter de la « scientificité » de l'économie. Autour du mot science s'est longtemps dégagé un effet de halo, auquel on associe la rigueur, le désintéressement du chercheur, l'accumulation de savoir, la capacité à apporter une preuve (ce qui en soi est problématique, comme on le sait depuis Popper), bref, une sorte de label de qualité universel et atemporel.

Comme le note Marchesnay, cette conception idéologique est très typique du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'optimisme scientiste. On est revenu, depuis Bachelard et Canguilhem entre autres, sur cette vision naïve. Il serait alors dommage que l'on inscrive l'opposition entre gestion et économie en référence à une définition de la science que ne peuvent partager que les analphabètes en épistémologie. Marchesnay a raison de les dénoncer, mais c'est un argument de plus, me semble-t-il, pour ne pas entrer dans leur faux débat.

Si, plutôt que le terme un peu terroriste de « science » nous en restons à celui plus modeste de connaissance, on pourrait se contenter de se demander : l'économie et la gestion améliorent-elles la connaissance que nous avons du monde comme il va, et singulièrement celle de l'entreprise. J'avoue que c'est le seul critère qui m'importe lorsque je lis un article dit « académique » : qu'est-ce que cela m'apprend que je ne

savais pas ? Est-ce que ma connaissance est plus assurée désormais ? Que l'article obéisse aux normes et aux règles est un détail, qui peut lui donner de la robustesse ou simplement une certaine valeur esthétique, réservée aux amateurs.

Si nous reformulons donc la question posée par Marchesnay, ainsi : « L'économie et la gestion augmentent-elles la connaissance que nous avons du monde ? », je pense que l'on peut répondre affirmativement dans les deux cas. Non pas en bloc mais, certainement, en détail : il existe des travaux qui nous permettent de mieux comprendre les réalités de l'entreprise, par exemple la notion de coûts de transaction de Coase ou la description de la construction des stratégies de PME chez Marchesnay. Qu'on se rassure donc, la connaissance est servie tant par l'économie que la gestion et, il faut, hélas, le rajouter, l'ignorance également.

Résumons-nous :

- l'économie formalisée dite standard n'intéresse qu'une portion infinitésimale de l'humanité en général, des chercheurs à prétention scientifique en particulier ; n'en faisons pas le monstre omnipotent qu'il aimerait être mais qu'il n'est pas ;
- les sciences économiques sont aussi divisées et multiples que les sciences de gestion : point de faux complexe ;
- la scientificité de telle ou telle discipline ou sous-discipline, au-delà de l'autoproclamation, mérite d'être étudiée avec soin pour être rigoureuse, donc acceptable. Revenons sur ce dernier point en posant notre seconde question.

### Que signifie l'affirmation : l'économie ou la gestion sont des sciences ?

Il n'est pas suffisant de recourir au bon sens pour rappeler que le caractère « scientifique » de telle ou telle connaissance est sujet à discussion. Il faut se rendre à l'évidence : le recours à la scientificité procure de la légitimité. Que celle-ci soit ou non

fondée n'importe plus dans la suite de ce texte, car nous discutons désormais des conséquences que procure la référence, fût-elle vague, à la science dite exacte, lorsqu'on relève des sciences humaines.

Si les sciences humaines cherchent à obtenir l'onction de la science, c'est-à-dire, de manière mythique, de la physique, elles doivent lui ressembler. Il y a donc, par effet mimétique, une formalisation nécessaire de la connaissance construite. Cette formalisation peut porter aussi bien sur les types d'argumentation, la référence aux textes canoniques que sur les protocoles destinés à apporter la preuve de ce que l'on avance, et qui doivent ressembler à ceux des sciences dites exactes : répétitions d'expériences donc statistiques, abstraction mathématique des raisonnements, etc. Celui qui s'y dérobe sera regardé comme un « littéraire », c'est-à-dire comme un infirme ou, de manière plus charitable, comme un chercheur incomplètement sérieux. L'expérience montre que ce regard est essentiellement porté par les jeunes et les moins créatifs parmi les chercheurs, car les autres se régalent de Foucault, Bourdieu, Coase ou Sen qui n'ont jamais formalisé leurs travaux. Mais cela n'a rien d'étonnant : le formalisme, parce qu'il porte une certaine banalisation des contenus au profit des contenants, est toujours défendu par les moins excentriques et donc les moins inspirés. Ainsi en est-il de la peinture « académique » ou de la pensée scolaire à son déclin.

Mais le formalisme n'a pas que des effets négatifs sur la production de connaissance, contrairement à ce que laisse peut-être entendre Michel Marchesnay. En effet, même si on imite les protocoles de la physique, un peu comme un enfant mime gauchemennt un adulte (et en accentue souvent alors les défauts), il n'en reste pas moins que cette imitation oblige à une certaine rigueur dans la démarche. Cela ne vient pas de ce que l'on épouse alors la prétendue « rigueur scientifique », mais tient plutôt à ce qu'en ordonnant les connaissances que l'on

construit dans un cadre formel donné *a priori*, on s'oblige à préciser ou à clarifier ses hypothèses et/ou ses résultats. À titre d'exemple, j'ai testé cela avec la formalisation mathématique de la théorie des conventions. En effet, j'ai pu expérimenter que des idées ou des raisonnements qui me semblaient évidents, exposés sous forme littéraire, résistaient beaucoup moins à la critique lorsqu'ils étaient présentés dans un cadre formalisé. Inversement, des hypothèses intuitives entre des variables explicatives ont bénéficié des formalisations statistiques qui les ont rendu robustes ou au contraire les infirmaient. Les connaissances qu'économistes et gestionnaires cherchent à établir, ne sont que plus précises lorsqu'elles peuvent s'appuyer sur des preuves dites quantitatives ou formellement contraintes (y compris lorsqu'elles sont qualitatives).

Bien entendu, tout est dans la nuance : les méthodes de preuves doivent rester un moyen, pas une fin. L'objectif, nous l'avons dit, c'est l'accroissement de la connaissance. Si celle-ci est servie par des méthodologies importées des sciences dures, utilisons-les. Mais il est erroné de considérer que parce qu'on utilise ces méthodes, on est plus « scientifique ». Il s'agit là d'un sophisme assez élémentaire : si un académicien est quelqu'un qui a écrit des livres, toute personne qui écrit des livres n'est pas académicien. De même pour l'usage des preuves formalisées. Or ce sophisme semble parfois perdu de vue lorsque la formalisation d'un article est présentée comme la « preuve » même de sa qualité. Elle est certainement la preuve d'une maîtrise des formes (statistiques, mathématiques), voire d'une certaine rigueur de raisonnement. Elle peut aussi traduire un goût de l'acrobatie plutôt que de la connaissance finale. Elle peut enfin être la preuve d'un raisonnement parfaitement rigoureux mais parfaitement inutile parce que les prémisses sont fausses. Par exemple : proposer une théorie de l'entreprise uniquement fondée sur la maximisation du profit individuel, alors que n'im-

porte quel praticien mesure l'importance que revêt l'intérêt commun. On peut élaborer, ainsi, un modèle aussi magnifiquement rigoureux mais aussi parfaitement inexact que l'astrologie aztèque.

Pour entrer dans le débat proposé par Marchesnay sur ce thème, il me semble qu'il faut se garder des deux extrêmes : jeter le bébé avec l'eau du bain en refusant toute forme de publication dans des revues académiques réputées formalistes. Ou, au contraire, noyer le bébé dans l'eau du bain, en ne publiant plus désormais que des articles dans les normes académiques (anglo-saxonnes de préférence), réputées scientifiques. Au-delà du principe, je crois que les deux stratégies sont perdantes à terme.

- La première interdit de se mesurer avec des chercheurs ayant des modes de raisonnement, ou des méthodes d'administration des preuves différentes et, finalement, d'approfondir de cette façon, la connaissance qu'on élabore. On risque le provincialisme intellectuel.
- La seconde n'est pas moins dangereuse parce qu'on sous-estime (si l'on me permet un raisonnement de chercheur en stratégie) que le marché de la publication étant totalement ouvert, l'avantage concurrentiel lié à la publication n'est pas durable et défendable.

Pour être précis, le marché pousse à publier toujours plus et donc à jouer le volume au détriment de la qualité. Déjà, je constate que l'on s'ébahit que tel ou tel a publié cinq, dix articles, voire vingt dans de prestigieuses revues A. J'ai noté qu'assez rarement on se souvient du sujet desdits articles. Un peu comme si, on présentait Victor Hugo par ces mots : « *Cet homme a écrit 67 livres !* », sans préciser s'il s'agit de guides Michelin ou d'enquêtes sociologiques.

Je constate aussi que certaines universités, et pas seulement américaines, n'évaluent plus la qualité de leurs chercheurs au nombre de papiers publiés, mais au nombre de citations de leurs papiers. Elles poussent ainsi à la différenciation plutôt qu'au

volume. Ce qui laisse présager un heureux retour au bon sens : l'intérêt de la connaissance apportée, qui se traduit par son utilisation par d'autres chercheurs, est plus important que la simple existence d'un article.

Résumons. Si l'on accepte de bien distinguer entre science (une forme particulière de connaissance) et rigueur (une qualité particulière des raisonnements et des preuves), on ne se battrra plus pour savoir si l'économie ou la gestion sont ou non des sciences. On se satisfera du fait qu'elles puissent apporter des connaissances utiles établies rigoureusement y compris à travers des modes de publication formalistes, pourvu qu'ils ne nuisent pas à la qualité de la connaissance produite.

Néanmoins, il ne faut pas être dupe du fait que la référence à la légitimité scientifique est une construction sociale qui poursuit un but politique. Et c'est un autre aspect du débat qui me semble sous-jacent dans le texte de Marchesnay. Ce qui nous amène à poser la troisième question.

### Pourquoi l'Economie et la Gestion devraient-elles être des sciences ?

Latour l'a montré, dans notre épistème moderne, ce qui est scientifique est *vrai*. La discipline étudiant le champ social qui peut se prévaloir d'être scientifique établit donc la légitimité de son savoir dans le *vrai*. Bien entendu, l'économie, en tant que discours politique, a cette prétention depuis au moins un siècle. Elle est même l'idéologie de référence de la modernité. Elle est *la science de l'homme moderne*, celle qui permet de fonder dans le vrai les politiques et les choix sociaux, aussi bien macro que micro-économiques. Cette prétention et cette posture politique ont été suffisamment dénoncées pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici. Ainsi, si nous avons dit que les sciences économiques c'est Babel, pour ce qui concerne l'accumulation des connaissances, c'est aussi un mythe constitutif de

nos sociétés politiques modernes. Dans cette dernière acception, très distincte de la première, je l'écrirai désormais avec un E majuscule.

C'est dans ce prisme que je lirai donc les propos de Michel Marchesnay. Car derrière l'opposition disciplinaire entre sciences économiques et de gestion, il y a une opposition idéologique et politique plus radicale entre l'Économie comme rhétorique politique, qui propose un vision unificatrice, voire totalisante, des rapports sociaux, et les sciences de gestion (mais aussi les sciences économiques, sociologiques, anthropologiques, psychologiques, etc.) qui exposent la diversité complexe des relations sociales. Ceci prend donc une autre dimension dans le débat, ce qui vient brouiller la discussion épistémologique ou méthodologique. Mais il ne faut pas se tromper de niveau dans cette discussion. Car une chose est d'opposer les sciences économiques aux sciences de gestion, sur la base de leurs objets, de leurs moyens, de leurs convergences et divergences, une autre est d'opposer l'Économie aux sciences de gestion. D'une certaine manière, cela n'a pas de sens. L'Économie n'a aucune prétention à être scientifique, *elle est la science*. Elle ne s'oppose ni à la gestion, ni à la sociologie ni même aux sciences économiques : elle est le discours idéologique fondamentale de nos sociétés libérales modernes. De là s'explique le très faible nombre d'économistes et, comme nous l'avons dit, d'économistes « standards », eu égard à l'influence rhétorique de l'Économie. C'est que précisément cette influence n'est pas fondée sur le contenu, mais sur le mythe – au grand dam des scientifiques de l'économie (divisés en multiples chapelles), qui savent que les résultats, les lois et les certitudes que l'on prête à l'Économie, ne sont en rien soutenus par les sciences économiques. Marchesnay a raison de rendre hommage aux chercheurs en sciences économiques, y compris les prix Nobel, qui affirment que l'Économie n'est pas une science. Répétons-le, c'est qu'elle est *la science* ou s'y l'on veut,

*l'esprit de la science*. On ne se bat pas rationnellement contre un esprit.

Ma dernière remarque est une conclusion de ce qui précède. Au fond, est-il important de se battre pour savoir si la gestion est ou non une science ? Je l'ai dit, son « intention scientifique » dans la mesure où elle prétend apporter une connaissance utile et rigoureusement fondée ne me semble pas discutable. Autre chose est de considérer qu'elle puisse être *la science* au même titre que l'Économie. Car le combat est perdu d'avance, dès qu'on a compris que l'on ne parle plus des sciences économiques cousines germanines des sciences de gestion, mais de cette tante acariâtre qu'est l'idéologie de référence de nos sociétés libérales. Comme telle, l'Économie ne sera détrônée que par une autre idéologie.

Or une évolution se profile : depuis le dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle on assiste à une rapide disqualification de la science comme fondement du vrai. Ce « *quatrième esprit du capitalisme* » dont parlent Boltanski et Chiapello, qualifié d'écologisme, remet en question le rôle de la science vis-à-vis du politique. La parole scientifique, qui était jadis considérée comme la norme de vérification absolue, est aujourd'hui objet de discussion, non seulement à cause de la médiatisation de points de vue scientifiques divergents sur le même objet (l'évolution du climat, les raisons du chômage, la maladie de Creuzfeld Jacob, pour prendre des exemples récents) mais aussi parce que ces points de vue ne sont plus acceptés comme *vrais parce que scientifiques* (par exemple la dangerosité des OGM, du nucléaire, ou le développement des pays pauvres, etc.). Il n'est pas dans le propos de ce débat de développer les origines et les perspectives de cette évolution radicale que Illich, Gorz ou Morin ont annoncée. On peut la considérer comme tendanciellement inexorable : le scientisme moderne est derrière nous et la science sera de moins en moins considérée comme le fondement du vrai dans nos sociétés post-modernes.

Je me contente alors d'attirer l'attention

sur une conséquence qui concerne notre débat : la recherche de l'apparence de scientificité (en relation avec les sciences exactes s'entend) comme fondement de la légitimité est peut-être un combat d'arrière-garde. Les formes discursives de la connaissance, fondées sur la contradiction, le débat, la complexité pourraient, dans un court avenir, être plus fondatrices du *vrai* que les sciences exactes analytiques et mécanicistes, et leurs imitations en sciences sociales. Habermas plutôt qu'Auguste Comte. En ce sens, on peut, par exemple, comprendre le déclin des effectifs en facultés des sciences économiques au profit des sciences de gestion.

Il ne s'agit pas seulement, comme on l'avance trop brutalement, d'une recherche de sécurisation des étudiants qui s'orientent vers des débouchés plus sûrs et plus lucratifs à terme. Il s'agit aussi de pressentir que, pour toutes les raisons qu'avance Michel Marchesnay dans sa tribune, les sciences de gestion « systémiques, individualistes et exotériques », correspondent mieux à la nouvelle épistème qui se réalise : est réputé *vrai* ce qui ouvre au dialogue et à la complexité. Paradoxalement, il viendra peut-être un jour où l'Economie comme la Gestion se targueront *de ne pas être des sciences*. ■